



Bruxelles, le 7.12.2017
COM(2017) 820 final

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU
CONSEIL EUROPÉEN ET AU CONSEIL**

**Contribution de la Commission à la réunion des dirigeants sur la voie à suivre
concernant les dimensions interne et externe de la politique migratoire**

Nous renforcerons l'Union européenne et la rendrons plus résiliente, en faisant preuve, entre nous, d'une unité et d'une solidarité encore plus fortes et en respectant les règles communes. [...] Nous nous engageons à œuvrer à une Europe sûre et sécurisée: une Union où tous les citoyens se sentent en sécurité et peuvent se déplacer librement, dont les frontières extérieures sont sécurisées et qui dispose d'une politique migratoire efficace, responsable, s'inscrivant dans la durée et respectant les normes internationales.

(Déclaration de Rome, 27 mars 2017)

La migration restera sur notre radar. L'Europe n'est pas une forteresse et ne doit jamais le devenir. L'Europe est et restera le continent de la solidarité où doivent pouvoir trouver refuge ceux qui sont poursuivis pour des raisons inacceptables.

(Jean-Claude Juncker, discours sur l'état de l'Union, 13 septembre 2017)

En matière de migration, il nous reste d'intenses efforts à accomplir. Nous devons consolider notre politique extérieure en ce qui concerne les migrations, améliorer notre capacité en matière de retours et parvenir à des solutions durables pour ce qui est de la réforme du régime d'asile.

(Donald Tusk, 21 septembre 2017)

Le problème posé par la crise des réfugiés et des migrants demandait une réaction rapide et déterminée de la part de l'Union européenne et de ses États membres. Les mesures prises à cette occasion ont permis de secourir en mer Méditerranée plus de 620 000 personnes¹, d'apporter davantage d'aide humanitaire², d'intensifier la lutte contre les causes profondes de la migration et de mieux contrôler nos frontières extérieures. Elles ont aussi contribué à réduire le nombre de traversées irrégulières: le nombre d'arrivées en Grèce a ainsi chuté, passant de quelque 177 000 en 2016 à quelque 35 000 en 2017, et celui d'arrivées en Italie a diminué de 30 % environ par rapport à la même période en 2016. De nouvelles voies contrôlées et légales ont été ouvertes au profit de près de 26 000 personnes, par l'intermédiaire des programmes de réinstallation de l'UE.

Dès le départ, toutefois, il est aussi clairement apparu que le défi fondamental consisterait à mettre en place un système à la fois plus solide et plus sûr à long terme.

La dynamique migratoire est un phénomène appelé à durer dans un monde de plus en plus interconnecté; les perspectives démographiques dans l'UE et les pays de son voisinage constituent un enjeu à long terme³. Il y a lieu, dans ce contexte, de faire montre, dans la gestion de la politique migratoire, d'une efficacité à la hauteur de l'importance que les citoyens lui accordent.

¹ Données relatives aux opérations de sauvetage italiennes et grecques, aux opérations Triton et Poséidon menées par le corps européen de garde-frontières et de garde-côtes, et à l'opération Sophia. Le projet de l'Organisation internationale pour les migrations concernant les migrants disparus (<http://missingmigrants.iom.int/>) fait état de 3 020 décès en mer Méditerranée en 2017 (au 27 novembre), ce qui correspond au chiffre le plus bas enregistré ces deux dernières années (contre 3 785 en 2015 et 5 143 en 2016), même si chaque vie perdue en est déjà une de trop.

² Ainsi, l'instrument d'aide d'urgence a permis à quelque 32 500 réfugiés et migrants en moyenne de bénéficier d'une aide mensuelle en espèces, par le truchement du programme d'assistance en espèces. En Turquie, le filet de sécurité sociale d'urgence (l'un des projets de la facilité de l'UE en faveur des réfugiés en Turquie) bénéficie désormais à 1,1 million de personnes.

³ Tandis que la population européenne devrait être moins nombreuse en 2050 qu'elle ne l'est aujourd'hui, beaucoup de pays d'Afrique et d'Asie continuent de voir leur population augmenter sensiblement [Nations unies, département des affaires économiques et sociales, division de la population (2017). «World Population Prospects» (Perspectives de la population mondiale): révision de 2017. ESA/P/WP/248].

Le débat thématique sur les dimensions intérieure et extérieure de la migration qui aura lieu lors du Conseil européen de décembre dans le cadre du programme des dirigeants sera l'occasion, au niveau politique le plus élevé, de donner une orientation stratégique aux grandes lignes d'action à suivre à l'avenir.

Des mesures unilatérales prises ces dernières années, on retiendra qu'elles ont produit peu d'effets, été plus coûteuses à mettre en œuvre et manqué de saper les retombées positives de l'accord de Schengen. En septembre dernier, la Commission a dressé le bilan de la mise en œuvre de l'agenda européen en matière de migration depuis 2015⁴. Ce bilan a révélé qu'en dépit des difficultés successives, une approche commune a permis de stabiliser une situation très instable grâce à la mise en commun progressive des ressources et à une action coordonnée en vue de la réalisation d'un objectif commun. Il a mis en lumière la nécessité d'une approche globale, tirant pleinement parti de toute la panoplie d'outils dont l'UE dispose et combinant notre cadre juridique, nos leviers stratégiques et le budget de l'UE pour obtenir des résultats. Il a également mis l'accent sur les lacunes existant dans la gestion des pics de pression migratoire sans préparation adéquate, les mécanismes d'échange d'informations, les capacités opérationnelles de réaction rapide et la flexibilité des instruments de financement au niveau de l'UE.

L'heure est venue de trouver des solutions pour passer d'une approche ad hoc fondée sur la gestion des crises à un régime d'asile au cadre stable et pérenne, s'inscrivant dans une politique migratoire européenne pleinement intégrée. Si l'on se projette dans l'avenir, il apparaît dès lors indispensable de réformer le régime d'asile européen commun, de manière à ce qu'il soit pleinement adapté à son objectif.

En consolidant ses actions actuelles et en convenant d'un moyen permettant de combiner solidarité et partage équitable des responsabilités, l'UE pourra démontrer qu'elle a mis en place un cadre solide en matière d'asile et de gestion des migrations, propre à favoriser la confiance mutuelle et à inspirer confiance dans l'avenir.

1. LA DIMENSION INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE: UNE APPROCHE GLOBALE

Confrontée au plus grave problème migratoire depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Union a entrepris des actions sur plusieurs fronts depuis 2015. Une nouvelle approche de la gestion des migrations a peu à peu pris forme. Elle repose sur la combinaison de toute une batterie d'instruments d'action intérieure et extérieure. Deux ans plus tard, il est acquis que seule une approche globale peut fonctionner. De même qu'il ne suffit pas de tout miser sur la seule dimension intérieure et sur le soutien aux États membres, la politique migratoire extérieure ne saurait résoudre à elle seule le problème migratoire posé à l'Europe.

L'UE a pris d'importantes dispositions pour venir en aide aux États membres les plus exposés aux flux de réfugiés et de migrants d'une ampleur exceptionnelle, en particulier la Grèce et l'Italie. Grâce à la création de centres d'accueil et d'enregistrement («hotspots»), des administrations et des services nationaux ont travaillé main dans la main avec les experts des agences de l'UE et fini par garantir une gestion plus efficace des frontières extérieures. Les États membres ont aussi fait montre de solidarité par l'intermédiaire du mécanisme de relocalisation. Après un démarrage difficile, le programme de relocalisation a permis à

⁴ Voir la communication relative à la mise en œuvre de l'agenda européen en matière de migration [COM(2017) 558 final du 27.9.2017].

32 366 personnes d'être transférées depuis la Grèce et l'Italie vers d'autres États membres de l'UE, se révélant être un outil précieux pour aider les personnes nécessitant une protection internationale et réduire la pression exercée sur les régimes d'asile de ces deux pays. La Grèce, l'Italie et d'autres États membres ont également reçu un soutien ciblé, sous la forme d'une aide financière. En plus de l'instrument d'aide d'urgence, qui a permis d'engager plus de 440 000 000 EUR pour financer les mesures prises pour faire face à l'afflux de réfugiés en Grèce, l'UE a introduit un nouvel outil pour faire face aux situations d'urgence humanitaire à l'intérieur de ses frontières.

L'accord dégagé en un temps record sur la proposition de la Commission⁵ a permis la mise en œuvre opérationnelle de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes nouvellement créée et l'ajout d'un nouvel outil puissant destiné à renforcer le contrôle aux frontières extérieures et à fournir une assistance rapide aux États membres exposés à une grave pression migratoire. Avec 100 000 garde-frontières et garde-côtes affectés au contrôle des frontières extérieures, cette agence complète ainsi l'action des États membres responsables au premier chef de ce contrôle. L'agence est gérée avec les États membres et fonctionne pour ces derniers, la rapidité et l'efficacité de ses interventions dépendant de la détermination de son conseil d'administration et de chacun des représentants des États membres qui le composent, ainsi que de la direction donnée par ceux-ci. Cette détermination et cette direction sont essentielles pour obtenir les résultats escomptés en termes de confiance mutuelle entre États membres et de renforcement de la sécurité.

Dans le même temps, l'efficacité du soutien apporté par l'UE aux États membres soumis à de fortes pressions a été renforcée par les efforts déployés parallèlement en vue de collaborer avec des pays tiers partenaires. Tandis que le soutien de l'UE à la Grèce aidait cette dernière à faire face à l'afflux de réfugiés franchissant en grand nombre ses frontières, la gestion conjointe des flux migratoires au moyen de la déclaration UE-Turquie a permis de réduire le nombre de traversées périlleuses de la mer Égée et de diminuer sensiblement la pression migratoire. La facilité de l'UE en faveur des réfugiés en Turquie a été un facteur majeur de stabilité au sein de l'importante population de réfugiés en Turquie, en aidant cette dernière à offrir aux réfugiés des conditions de vie élémentaires, ainsi que des services éducatifs et sanitaires de base. Garde-côtes et services migratoires ont collaboré de plus en plus étroitement, tant au niveau de leurs interventions que du renforcement de leurs capacités. La police et les autres services répressifs s'emploient à élaborer de nouvelles approches dans le cadre d'un effort conjoint de lutte contre les réseaux de passeurs.

De même, l'Italie a bénéficié d'une aide pour faire face au grand nombre de migrants et de réfugiés atteignant ses rivages, conformément à la déclaration de Malte du 3 février 2017⁶. De concert avec l'Italie, l'UE, en concertation étroite avec les autorités libyennes et en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, l'Organisation internationale pour les migrations et d'autres agences des Nations unies, a pris des mesures destinées à stabiliser les flux de migration irrégulière en Méditerranée centrale et à améliorer la protection des réfugiés et des migrants bloqués le long de la route, tout en renforçant l'aide qui leur est

⁵ Proposé le 15 décembre 2015 par la Commission européenne, le règlement relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes a donné lieu à un accord politique entre le Parlement européen et le Conseil, le 22 juin 2016, avant d'être officiellement adopté, le 14 septembre 2016, neuf mois tout juste après avoir été proposé. Il est entré en vigueur le 6 octobre 2016; les réserves destinées aux interventions rapides et aux opérations de retour sont, quant à elles devenues opérationnelles le 7 décembre 2016 et le 7 janvier 2017, respectivement.

⁶ Déclaration de Malte par les membres du Conseil européen concernant les aspects extérieurs des migrations: remédier à la situation le long de la route de la Méditerranée centrale.

apportée. Les projets financés par l'UE aideront et protégeront plus de 64 500 personnes se trouvant dans des centres de rétention, des points de débarquement ou dans des communautés d'accueil en Libye. L'UE est également intervenue plus en aval auprès d'autres pays africains, dans le cadre de l'approche fondée sur un cadre de partenariat, définie en juin 2016. Dans la Corne de l'Afrique, les projets financés par l'UE actuellement en cours créeront plus de 44 000 emplois en Éthiopie, au Kenya et en Somalie et financeront directement 30 000 autres emplois au Soudan du Sud. Les projets soutiennent la prestation de services sociaux de base à plus de 2,3 millions de bénéficiaires. En Afrique de l'Ouest et au Sahel, les travaux en cours visent la création de 114 000 emplois et viennent en aide à près de 10 000 micro, petites et moyennes entreprises. Avec le soutien de l'UE, le Niger a intensifié la lutte contre les passeurs le long de l'une des principales routes menant vers la Libye. Certains pays, dont le Bangladesh, sont convenus avec l'UE d'un ensemble de modalités pratiques visant à améliorer le processus de retour de ceux de leurs ressortissants qui n'ont pas le droit de rester dans l'UE.

De manière générale, le lancement, en juillet 2015, du premier programme de réinstallation à l'échelle de l'UE a contribué à réduire la pression exercée par la migration irrégulière et offert des voies légales aux personnes ayant besoin d'une protection internationale. Près de 26 000 personnes ont été réinstallées dans le cadre de ce programme et de celui établi en application de la déclaration UE-Turquie, depuis leur lancement. Un nouvel objectif, plus ambitieux, en faveur de 50 000 personnes, fixé par le président Juncker en septembre de cette année, est à portée de main.

La politique de retour constitue un autre bon exemple de la nécessité de recourir à une approche globale et des avantages que celle-ci peut procurer. Des mesures ont été prises pour renforcer la dimension européenne de la politique de retour et contribuer ainsi aux efforts nécessaires pour mieux coordonner et rendre plus efficaces les régimes nationaux en matière de retour. Le fait de renforcer la synergie entre les procédures de retour et d'asile pourrait jouer un rôle clef dans l'amélioration de l'efficacité de la politique de retour, et permettra d'assurer le suivi de son incidence au moyen d'un contrôle et d'un partage constants de données actualisées avec l'UE. Une meilleure intégration des capacités d'assistance de l'Agence de garde-frontières et de garde-côtes peut aussi améliorer l'efficacité des retours. De même, les régimes nationaux seront plus enclins à améliorer leurs performances si le rythme d'adoption d'accords de réadmission efficaces ou de modalités pratiques avec les principaux pays d'origine et de transit est maintenu.

2. PROGRESSER SUR TOUS LES FRONTS

Les différents piliers de l'approche globale de l'UE ne sont pas simplement interconnectés: leur réussite repose en grande partie sur la capacité à maintenir le rythme imprimé aux actions entreprises sur tous les fronts. Les mesures prises pour traiter le problème migratoire avec les pays tiers, garantir une solide protection des frontières extérieures de l'UE ou mettre en pratique la solidarité et la responsabilité au sein de l'UE sont autant de travaux en cours. Dans tous les domaines, beaucoup reste à faire pour consolider les résultats obtenus et remédier aux lacunes constatées.

Il convient que l'UE poursuive son action en vue de réduire encore le nombre de traversées irrégulières périlleuses. Dans certains cas, cela passe par la poursuite des travaux entrepris sur des initiatives ayant abouti; dans d'autres, il s'agit de continuer à mettre en œuvre les plans existants, tels que la mise en service pleine et entière de l'Agence de garde-frontières et de garde-côtes, et de veiller à ce que les promesses en matière de réinstallation soient tenues.

Cela signifie aussi que l'UE doit continuer d'apporter son soutien aux États membres subissant les pressions les plus vives.

Les efforts déployés pour mettre en place des mécanismes opérationnels ont permis à l'UE de gérer efficacement la crise et doivent dès lors être poursuivis, à défaut de quoi les progrès observés actuellement risqueraient de tourner court. Il y aurait lieu de mettre à profit les enseignements tirés pour façonner les outils qui garantiront notre réactivité future, notamment en apportant des solutions structurelles à notre système migratoire. Il importe tout autant de doter les États membres des capacités administratives requises pour mettre efficacement en œuvre le cadre juridique, opérationnel et financier réformé. Dans tous ces efforts, l'unité de l'UE et de ses États membres est la meilleure garantie d'aboutir à l'approche intégrée et globale dont nous avons besoin pour réussir.

3. DE LA GESTION DE CRISE À UN CADRE STABLE ET PÉRENNE EN MATIÈRE D'ASILE

Le paquet intégré pour un système d'asile durable

En mai et juillet 2016, la Commission a proposé de réformer le régime d'asile européen commun en présentant une série d'instruments visant à renforcer la politique de l'UE en matière d'asile et à l'adapter aux défis actuels.

Une réforme du régime existant est nécessaire pour garantir notre capacité à accorder rapidement une protection aux personnes qui en ont besoin et à renvoyer chez elles celles qui ne sont pas dans ce cas, et pour faire face au risque de mouvements secondaires et d'abus qui minent la confiance et le bon fonctionnement de la zone Schengen. Elle permet aussi d'accroître la convergence dans le régime d'asile de l'UE, permettant ainsi un traitement plus égal et plus équitable des demandeurs dans toute l'UE. Dans un régime d'asile européen commun, le taux d'acceptation des demandes émanant de ressortissants d'un même pays ne devrait plus présenter des disparités entre les États membres aussi fortes qu'actuellement. Ce taux varie, par exemple, de 0 % à 98 % selon les États membres pour les ressortissants afghans⁷. La mise en place de procédures rapides et efficaces est également nécessaire. Aujourd'hui, les procédures d'asile peuvent prendre des mois dans certains États membres et des années dans d'autres. En s'attaquant à ces questions, l'Union pourra également supprimer les incitations à la course au droit d'asile et de réduire les facteurs d'attraction vers l'UE.

Les propositions de la Commission visant à réformer le règlement de Dublin, le règlement relatif aux conditions que doivent remplir les demandeurs d'asile, le règlement sur les procédures d'asile et la directive relative aux conditions d'accueil ouvrent la voie à un système mieux préparé à faire face à un éventuel afflux aux frontières externes d'un grand nombre de personnes ayant besoin d'une protection internationale, et à la mise en place de mécanismes de solidarité reposant sur un partage des responsabilités dans la gestion des pics d'arrivée de demandeurs d'asile. À l'image du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes, qui permet d'aider plus facilement les États membres à garantir la protection des frontières extérieures, la Commission a également proposé de transformer le Bureau européen d'appui en matière d'asile en une agence européenne pour l'asile à part entière, de manière à apporter aux États membres un soutien d'un niveau inédit en matière de gestion des demandes d'asile.

⁷ Source: Rapport annuel EASO 2016. Même si elles peuvent subir l'influence de facteurs objectifs, les variations des taux d'acceptation sont néanmoins significatives.

En outre, la Commission a également proposé de mettre en place un cadre de l'Union pour la réinstallation afin de garantir aux personnes ayant besoin d'une protection internationale des voies d'entrée en Europe qui soient organisées et sûres, et de renforcer la base de données dactyloscopique Eurodac afin d'intensifier la lutte contre la migration irrégulière.

Toutes ces propositions de réforme sont en cours d'examen par le Parlement européen et le Conseil et ont été définies comme prioritaires par le Parlement européen, le Conseil et la Commission en vertu de la déclaration commune de 2016⁸. Présentées il y a un an et demi, ces propositions en sont à des stades d'avancement différents dans le processus législatif. Certaines, comme la proposition concernant l'Agence de l'Union européenne pour l'asile et la réforme d'Eurodac, sont sur le point d'être adoptées. D'autres, à savoir le cadre de l'Union pour la réinstallation, le règlement relatif aux conditions que doivent remplir les demandeurs d'asile et la directive relative aux conditions d'accueil, progressent. En revanche, la proposition de règlement sur les procédures d'asile et, comme pierre angulaire, la proposition de révision du règlement de Dublin, nécessitent encore un travail considérable. Dans ce contexte, il convient aussi de progresser dans les travaux sur la notion de pays tiers sûr au sens de l'UE, en tenant compte des conclusions du Conseil européen de juin.

Les éléments essentiels du paquet de réforme constituent un ensemble convergent et unifié de mesures visant à mettre en œuvre une harmonisation significative pour faire face aux défis rencontrés. Ils doivent être considérés dans leur intégralité et devraient être adoptés en tant que paquet, même si les travaux techniques progressent à des rythmes différents. Toutefois, vu qu'il est important de jeter d'ores et déjà les fondements opérationnels essentiels permettant ensuite de déployer plus rapidement l'ensemble de la réforme, il peut être opportun d'adopter les propositions concernant l'Agence de l'Union européenne pour l'asile et Eurodac sans nécessairement attendre un accord sur les autres éléments essentiels. D'éventuelles modifications importantes liées au reste du paquet pourront être intégrées par la suite.

La solidarité et la responsabilité en tant que composantes essentielles du paquet intégré

Un cadre stable et pérenne en matière d'asile doit être établi sur des fondements solides et des valeurs claires, à savoir une approche plus efficace et plus équitable basée sur la solidarité et la responsabilité. Le caractère central de ces principes apparaît dans les traités, qui prévoient que «*[l]es politiques de l'Union visées au [chapitre sur les politiques relatives aux contrôles aux frontières, à l'asile et à l'immigration] et leur mise en œuvre sont régies par le principe de solidarité et de partage équitable de responsabilités entre les États membres, y compris sur le plan financier. Chaque fois que cela est nécessaire, les actes de l'Union adoptés en vertu du [chapitre en question] contiennent des mesures appropriées pour l'application de ce principe*⁹».

Les réponses apportées jusqu'ici par l'UE l'ont été sur la base de ces principes fondamentaux. Sur les plans opérationnel, financier et politique, l'UE a mis en place une coopération rapprochée pour venir en aide aux États membres soumis aux plus fortes pressions au moyen de relocalisations, de réinstallations et d'un appui opérationnel pour les questions concernant les frontières et en matière d'asile, y compris par l'intermédiaire des agences de l'UE. C'est lorsque la participation a été la plus large que ce travail s'est montré le plus efficace, c'est-à-dire lorsque tous les États membres en ont bénéficié et y ont contribué.

⁸ Déclaration commune des présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission européenne sur les priorités législatives de l'Union européenne pour l'année 2017, 13.12.2016.

⁹ Cf. article 80 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Un accord doit être trouvé sur la meilleure manière de pondérer les principes de responsabilité et de solidarité dans la réforme du régime d’asile européen commun. En effet, dans le cadre d’un régime commun et d’une zone Schengen sans frontières intérieures, l’un ne peut aller sans l’autre. Si elle constitue une solution de dernier recours pour sortir de l’impasse, la coopération renforcée ne convient cependant pas en l’occurrence pour organiser un mécanisme de solidarité et de responsabilité auquel l’ensemble des États membres devraient participer. À défaut d’y parvenir, le système Schengen continuerait d’être mis en difficulté.

Il convient, au contraire, de se servir des enseignements et des bonnes pratiques des dernières années pour trouver la voie vers un accord. L’aspect le plus controversé de la réforme du règlement de Dublin est le mécanisme de solidarité et son équilibre avec le principe de responsabilité. Ce mécanisme peut se concevoir de différentes manières. La Commission avait commencé par présenter une proposition de cadre permanent prévoyant un mécanisme de relocalisation en cas de crise. Elle a ensuite présenté, en mai 2016, une approche plus globale et plus prévisible, en intégrant dans les règles de Dublin un mécanisme d’équité qui serait activé automatiquement dans certaines circonstances. Sur la base de cette proposition, les présidences slovaque, maltaise et estonienne du Conseil ont travaillé à une approche par étapes. Le Parlement européen propose un système de relocalisation obligatoire qui s’appliquerait de manière générale, indépendamment de la pression migratoire. Compte tenu de ces positions, la voie à suivre pourrait être d’adopter une approche prévoyant une composante de relocalisation obligatoire applicable aux situations de crise grave et, pour les situations moins difficiles, une relocalisation fondée sur les engagements volontaires des États membres. Dans de telles situations, la solidarité prendrait différentes formes, tirées des dimensions à la fois internes et externes d’une politique migratoire intégrée et globale. Dans cet esprit, le président Juncker a pris acte, dans son discours sur l’état de l’Union 2017, de la nécessité de trouver des compromis pour mener à bien cette réforme, du moment que le résultat final soit le bon pour l’Union et équitable pour tous ses États membres.

4. LA DIMENSION EXTÉRIEURE

L’UE a progressivement conféré à sa politique migratoire une véritable dimension extérieure, qui vient compléter et renforcer la dimension intérieure de celle-ci. Elle a ainsi contribué à réduire les voyages périlleux afin de sauver des vies humaines et a franchi une nouvelle étape en ce qui concerne le soutien qu’elle apporte en matière de lutte contre les causes profondes des déplacements de population et de protection des réfugiés et des migrants. La pression migratoire exercée sur l’Europe continuera de poser problème au cours des prochaines années, aussi l’Union n’a-t-elle d’autre choix que de consolider et de renforcer cette dimension extérieure.

Sur la route de la Méditerranée orientale, il convient de garantir la poursuite de la pleine mise en œuvre de la déclaration UE-Turquie. Les États membres ont déjà convenu dans le cadre de cette déclaration de mobiliser 3 000 000 000 EUR supplémentaires pour la facilité de l’UE en faveur des réfugiés en Turquie dès que les ressources actuellement disponibles seront engagées et que les autres conditions énoncées dans ladite déclaration seront satisfaites. À cet effet, il y a lieu de se conformer au mode de répartition des efforts entre le budget de l’UE et les budgets nationaux défini en 2016¹⁰. Le rythme des réinstallations effectuées au départ de

¹⁰ L’accord intervenu le 3 février 2016 entre les 28 États membres et la Commission prévoit 1 000 000 000 EUR à financer sur le budget de l’UE et 2 000 000 000 EUR financés par les contributions des États membres calculées en fonction de leur part respective au revenu national brut de l’UE.

la Turquie devrait se maintenir. La mise en œuvre du programme d'admission humanitaire volontaire contribuera encore à garantir l'offre de voies d'entrée légales aux réfugiés syriens en Turquie. Il convient d'accorder une attention particulière aux Balkans occidentaux, au moyen d'un soutien constant de l'UE aux pays situés le long de cette route et de la surveillance des mouvements secondaires.

Il est également nécessaire d'intensifier les efforts déployés le long de la route de la Méditerranée centrale afin de mettre en œuvre tous les aspects de la stratégie définie dans la déclaration de Malte et dans le plan d'action pour la Méditerranée centrale. L'UE et les États membres, en collaboration avec les autorités libyennes, l'Union africaine, l'Organisation internationale pour les migrations, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et d'autres agences des Nations unies, intensifieront de toute urgence les actions en faveur de la protection des migrants et des réfugiés dans le pays dans le plein respect des droits de l'homme et mettront un terme aux actes de violence et aux abus commis par les réseaux criminels. À cet effet, l'UE, l'Union africaine et les Nations unies ont constitué un groupe de travail afin de sauver et de protéger les vies des migrants et des réfugiés, en particulier en Libye, ainsi que cela avait été annoncé à Abidjan le 29 novembre 2017. Ces actions permettront une accélération du programme de l'Organisation internationale pour les migrations en ce qui concerne les retours volontaires assistés depuis la Libye vers les pays d'origine, 15 000 retours supplémentaires devant être financés d'ici à février 2018. Dans le cadre du suivi de la mise en place, à Tripoli, d'une facilité «transit et départ» pour les personnes nécessitant une protection internationale, l'UE et les États membres devraient encourager, au moyen du mécanisme de transit d'urgence du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, les réinstallations au départ de la Libye, qui devraient être au nombre de 1 000 au moins d'ici à février 2018. Le démantèlement du modèle économique des passeurs demeure une priorité. Dans ce contexte, l'UE devrait encourager de nouveaux projets de création d'emplois et de développement socio-économique au sein des municipalités locales, en particulier en Libye et au Niger.

L'évolution des caractéristiques des flux migratoires doit faire l'objet d'une vigilance constante: la route de la Méditerranée occidentale/de l'Atlantique, par exemple, a vu le nombre total d'arrivées en Espagne grimper à plus de 25 500 en 2017, soit près de 105 % de plus qu'au cours de la même période en 2016. La collaboration avec le Maroc et les autres pays concernés situés le long de cette route sera cruciale.

Il n'est pas possible de réaliser tous ces objectifs sans soutien financier supplémentaire. À la lumière de ce qui précède, un réapprovisionnement du volet «Afrique du Nord» du fonds fiduciaire de l'UE s'avère essentielle. Alors que certains États membres ont formulé des promesses de financement supplémentaires depuis le dernier Conseil européen, il convient que tous les États membres apportent une juste contribution aux efforts déployés pour combler le déficit de financement de 340 000 000 EUR, dont 110 000 000 EUR sont destinés à répondre à des besoins immédiats.

Au-delà de l'Afrique du Nord, le fonds fiduciaire de l'UE soutient des projets, ayant trait notamment à la sécurité alimentaire, à la création d'emplois pour les jeunes ou à une meilleure gestion de la migration, dans 21 pays d'Afrique subsaharienne et d'Afrique de l'Est, dans le cadre du volet «Sahel et Lac Tchad» et du volet «Corne de l'Afrique». Un montant de 1 200 000 000 EUR a déjà été engagé en faveur de 178 contrats, dont des projets croisant différents volets. Les ressources disponibles atteignent leurs limites. Il est nécessaire de les cibler de façon optimale et de les utiliser efficacement durant les années d'exploitation restantes du fonds, tout en examinant les engagements supplémentaires des États membres, eu

égard notamment à la nécessité de mettre en œuvre les conclusions du sommet UE-Union africaine des 29 et 30 novembre 2017.

L'UE et ses États membres devraient utiliser au maximum les leviers disponibles, tels que la politique des visas et d'autres politiques, pour conclure des accords de réadmission ou convenir de modalités pratiques avec les pays d'origine et de transit.

À l'avenir, il convient de continuer d'accorder une place de premier plan à la lutte contre les causes profondes de la migration, grâce à la coopération au développement, y compris par une aide en faveur des composantes numériques, à des actions ciblées au titre du fonds fiduciaire de l'UE et à l'accroissement des investissements privés au titre du plan d'investissement extérieur, ainsi que d'élaborer des trains de mesures juridiques en matière de migration sur lesquelles nos partenariats puissent reposer.

Le sommet Union africaine-UE a confirmé que l'émergence d'un partenariat plus solide et plus large entre nos deux continents, axé sur la jeunesse et le développement, était possible. La migration étant un problème de portée mondiale, l'UE et l'Afrique œuvreront aussi activement à l'élaboration des futurs pactes mondiaux sur les migrations des Nations unies.

5. FINANCEMENT DE LA MIGRATION: DES RESSOURCES ADÉQUATES, DES INSTRUMENTS SOUPLES

La gestion de la migration nécessite des investissements conséquents. À l'époque de la conception, en 2011, de la génération actuelle des instruments de financement de l'UE, la migration constituait une priorité nettement moins importante qu'aujourd'hui. Depuis que la crise a éclaté, les fonds disponibles initialement programmés en faveur de la migration ont augmenté de 74,6 % (6 000 000 000 EUR) jusqu'en 2020 afin de soutenir les interventions dans l'ensemble des États membres. L'appui budgétaire de l'UE s'est révélé indispensable pour permettre aux États membres subissant les pressions les plus fortes de faire face à des besoins nouveaux en matière de contrôle aux frontières, de gérer les zones d'accueil et d'enregistrement et de fournir l'aide humanitaire nécessaire aux réfugiés et aux migrants, y compris des abris et des soins de santé. Les experts et les ressources mis à disposition par l'intermédiaire de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, d'Europol et du Bureau européen d'appui en matière d'asile sont venus renforcer la capacité d'action des États membres. Les fonds accordés par l'UE en faveur de la réinstallation dans les États membres de personnes nécessitant une protection a ouvert davantage de voies légales permettant aux migrants de rejoindre l'Europe en toute sécurité. Ces besoins subsisteront à l'avenir.

Des instruments bien conçus, souples et rationalisés permettant de faire face aux problèmes liés à la migration seront nécessaires au cours des prochaines années. Par le passé, la rigidité des règles de programmation des ressources constituait un obstacle à une réaction rapide aux demandes des États membres ou a conduit à un recours systématique aux fonds d'urgence (limités). Il existe également des domaines dans lesquels les instruments de financement de l'UE pourraient jouer un rôle plus important à l'avenir, par exemple en soutenant les communautés locales qui accueillent de nombreux migrants ou réfugiés, et donc faciliter l'intégration et remédier à des problèmes d'ordre social ou sanitaire.

Un financement est essentiel pour soutenir la politique extérieure de l'UE en matière de migration. Dans ce domaine, des instruments ad hoc se sont révélés nécessaires afin de répondre aux nouvelles priorités, telles que la facilité de l'UE en faveur des réfugiés en

Turquie, le fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique ou le Fonds européen pour le développement durable. Alors que ces instruments ont été créés également dans le but de garantir une combinaison des ressources provenant tant du budget de l'UE que des États membres, il s'est avéré difficile de garantir la mobilisation des fonds nationaux correspondants. Pour aller de l'avant, il convient de réfléchir à la façon de garantir également un financement pour la dimension extérieure de la migration, garantissant une souplesse, une mobilisation rapide et une utilisation coordonnée des ressources internes et externes.

Le prochain cadre financier pluriannuel devra tirer les enseignements de cette expérience et se pencher sur les défis migratoires qui se poseront à l'avenir.

Feuille de route en vue d'un accord sur le paquet «Migration» complet d'ici à juin 2018

Le Parlement européen, le Conseil et la Commission ont réalisé des avancées en ce qui concerne les dimensions intérieure et extérieure de la politique migratoire. Mais le problème migratoire et les pressions qu'il engendre demeurent particulièrement élevés. À la lumière de notre volonté commune de revenir à Schengen avant l'été 2018 et de mettre en place un mécanisme garantissant la résilience face à des crises futures, la Commission invite les dirigeants à se mettre d'accord sur les éléments suivants d'une feuille de route devant leur permettre de s'entendre sur un paquet global d'ici à juin 2018:

- Intensification des travaux ayant trait à la réforme du **régime d'asile européen commun** en vue de:
 - ✓ l'adoption des propositions relatives à l'**Agence de l'UE pour l'asile** et à **Eurodac** pour mars 2018;
 - ✓ la conclusion d'un accord politique entre le Parlement européen et le Conseil sur le **règlement relatif aux conditions que doivent remplir les demandeurs d'asile** pour fin mars 2018;
 - ✓ la conclusion d'un accord politique entre le Parlement européen et le Conseil sur la **directive sur les conditions d'accueil** et le **cadre de l'Union pour la réinstallation** pour mai 2018;
 - ✓ la conclusion d'un mandat de négociation sur le **règlement sur les procédures d'asile** au Parlement européen et au Conseil pour mai 2018;
 - ✓ la conclusion d'un accord sur le juste équilibre entre la responsabilité et la solidarité, suivant les étapes suivantes:
 - définition des grandes lignes d'un accord pour avril 2018;
 - conclusion d'un accord sur le juste équilibre entre responsabilité et solidarité lors de la réunion des dirigeants de l'UE qui se tiendra à Sofia en mai 2018, qui se traduira rapidement par un mandat de négociation pour le Conseil concernant le **règlement de Dublin**
 - conclusion d'un accord politique lors du Conseil européen de juin sur la réforme générale du régime d'asile européen commun.
- Achèvement de la mise en place d'un **système de gestion efficace des frontières extérieures**, en garantissant notamment que les États membres contribueront à l'ensemble des ressources et au personnel nécessaires en vue de la constitution de réserves de garde-frontières et de garde-côtes européens rapidement mobilisables, de manière à ce que ces réserves soient pleinement prêtes à être déployées d'ici mars 2018.
- Mise en place d'une **capacité en matière de retours au sein de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes** fonctionnant pleinement pour mars 2018 en vue d'un accroissement du nombre de migrants renvoyés dans le cadre d'opérations organisées en coopération avec l'agence d'au moins 20 % par rapport à la même période en 2017 et de 50 % d'ici à juin 2018. À la lumière des exemples positifs de dispositions opérationnelles en matière de réadmission mises en place récemment avec des pays tiers, tels que le Bangladesh, il convient de définir de telles formes de modalités ou d'accords de réadmission avec trois autres pays partenaires pour mai 2018.
- Garantie de l'ouverture de **voies d'entrée légales suffisantes** en Europe. Il convient à cet effet que les États membres s'engagent pour février 2018 à procéder à la réinstallation au départ de la Libye d'au moins 50 000 personnes ayant besoin d'une protection, la moitié pour octobre 2018 et les autres d'ici à mai 2019, au moyen notamment du mécanisme de transit d'urgence du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Lancement des premiers projets pilotes de coordination des offres de migration économique légale pour les principaux pays partenaires d'ici à mai 2018.
- Conclusion d'un accord politique entre le Parlement européen et le Conseil sur la **directive «carte bleue»**, qui régit les conditions d'entrée et de séjour des travailleurs hautement qualifiés en provenance de pays tiers, d'ici à juin 2018.
- Définition des différents axes de travail de la **politique extérieure en matière de migration**. Garantie d'une mise en œuvre complète et soutenue de la déclaration UE-Turquie. Soutien, en partenariat avec les autorités libyennes, l'Union africaine et l'Organisation internationale pour les migrations, de 15 000 retours volontaires assistés supplémentaires de migrants au départ de la Libye vers leurs pays d'origine et, au moyen du mécanisme de transit d'urgence du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, d'au moins 1 000 réinstallations au départ de la Libye d'ici à février 2018. Tous les États membres devraient contribuer à combler le déficit de financement de 340 000 000 EUR pour le volet «Afrique du Nord» du fonds fiduciaire de l'UE pour mars 2018.
- Soutien, à la lumière des conclusions du sommet UE-Union africaine, des travaux du groupe de travail de l'UE, de l'Union africaine et des Nations unies, et renforcement du **partenariat stratégique avec l'Afrique** grâce notamment à la mise en œuvre rapide de toutes les composantes du **plan d'investissement extérieur de l'UE**. La première série de projets menés au titre du Fonds européen pour le développement durable

devrait être adoptée pour mars 2018.

Afin de garantir des avancées mesurables en ce qui concerne chacun des différents éléments de cette feuille de route, chaque État membre devrait désigner un **sherpa pour la migration**.

Annexe 1 - Agenda européen en matière de migration: état d'avancement des principales propositions

23

La Commission européenne a présenté **23 initiatives législatives majeures** depuis son entrée en fonction sous la houlette du président Juncker.

9

Sur ces 23 initiatives, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne en ont **9**.

14

Restent donc 14 initiatives en cours d'examen que le Parlement européen et le Conseil doivent adopter.

PROGRÈS ACCOMPLIS À CE JOUR SUR LES PRINCIPAUX DOSSIERS LÉGISLATIFS, EN FONCTION DE LEUR ÉTAT D'AVANCEMENT

Proposition	Description	État d'avancement			
		Commission européenne	Parlement européen	Conseil de l'Union européenne	Adopté par le Parlement européen et le Conseil
Protection internationale: mesures provisoires au profit de l'Italie et de la Grèce	Cette décision établit un mécanisme temporaire et exceptionnel de relocalisation sur deux ans, depuis l'Italie et la Grèce vers d'autres États membres.	Mai 2015			✓
Modèle type de visa	Ce règlement définit un nouveau modèle commun pour la vignette visa, qui modernise les dispositifs de sécurité pour empêcher les falsifications.	Juin 2015			✓
Protection internationale: mesures provisoires au profit de l'Italie, de la Grèce et de la Hongrie	Cette décision institue des mesures provisoires au profit de l'Italie et de la Grèce dans le domaine de la protection internationale, en vue de les aider à mieux faire face à une situation d'urgence caractérisée par un afflux soudain de ressortissants de pays tiers sur leur territoire.	Septembre 2015			✓
Document de voyage européen destiné au retour	Ce règlement établit un modèle uniforme de document de voyage européen destiné au retour de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.	Décembre 2015			✓

Commission européenne	Parlement européen	Conseil de l'Union européenne
Proposition présentée	Mandat de négociation approuvé ou acte	Mandat de négociation approuvé ou acte
Proposition à présenter	Mandat de négociation à approuver	Mandat de négociation à approuver

PROGRÈS ACCOMPLIS À CE JOUR SUR LES PRINCIPAUX DOSSIERS LÉGISLATIFS, EN FONCTION DE LEUR ÉTAT D'AVANCEMENT

 Commission européenne	 Parlement européen	 Conseil de l'Union européenne	Adopté par le Parlement européen et le Conseil
--	---	--	--

Proposition	Description	État d'avancement			
Renforcement des vérifications dans les bases de données pertinentes aux frontières extérieures	Ce règlement prévoit des vérifications systématiques obligatoires dans les bases de données pertinentes également pour les citoyens de l'UE franchissant les frontières extérieures de l'UE.	Décembre 2015			✓
Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes	Ce règlement établit une Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes pour assurer l'application effective de normes rigoureuses de gestion des frontières communes et pour apporter un soutien opérationnel et, le cas échéant, intervenir afin de réagir rapidement aux situations de crise émergeant à la frontière extérieure.	Décembre 2015			✓
Système d'entrée/sortie (frontières intelligentes)	Le système d'entrée/sortie permettra d'enregistrer les entrées et sorties des ressortissants de pays tiers et de contrôler les courts séjours autorisés dans l'UE. Il permettra de moderniser la gestion des frontières extérieures en améliorant la qualité et l'efficacité des contrôles ainsi que la détection des faux documents et de la fraude à l'identité.	Avril 2016			✓
Asile: système de Dublin	Cette proposition vise à créer un système de répartition des demandes d'asile entre les États membres plus équitable, plus efficace et plus durable.	Mai 2016	Novembre 2017		
Agence pour l'asile	Cette proposition instaurera une véritable Agence de l'Union européenne pour l'asile, dotée d'un mandat élargi et dont les tâches seront considérablement étendues, puisqu'elle aura notamment la capacité de déployer des équipes d'appui «asile» et de fournir une assistance opérationnelle et technique.	Mai 2016	Décembre 2017	Décembre 2017	
Asile: Eurodac	Cette proposition vise à adapter et à renforcer le système Eurodac afin de faciliter les retours et de contribuer à la lutte contre les migrations irrégulières.	Mai 2016	Juin 2017	Juin 2017	
Entrée et séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi nécessitant des	Cette proposition relative à la migration légale, également appelée système de «carte bleue européenne», a été présentée par la Commission à la mi-2016.	Juin 2016	Juill et 2017	Juill et 2017	
Modèle uniforme de titre de séjour	Ce règlement améliore en les modernisant les dispositifs de sécurité des titres de séjour.	Juin 2016			✓
Conditions d'accueil	Cette proposition permettra d'harmoniser les conditions d'accueil dans l'ensemble de l'Union européenne.	Juillet 2016	Mai 2017	Novembre 2017	
Conditions que doivent remplir les demandeurs d'asile	Cette proposition permettra d'harmoniser les normes de protection au sein de l'UE et de mettre un terme aux mouvements secondaires et à la course au droit d'asile.	Juillet 2016	Juill et 2017	Juill et 2017	
Procédure d'asile	Cette proposition permettra de réduire les divergences des taux de reconnaissance entre États membres, de décourager les mouvements secondaires et d'offrir des garanties procédurales communes effectives aux demandeurs d'asile	Juillet 2016			
Cadre de l'Union pour la réinstallation	Cette proposition — qui concerne les modalités selon lesquelles l'Union procède à la réinstallation de personnes ayant le statut de réfugié au départ de pays tiers, telles que celles qui se trouvent dans des camps de réfugiés — a été présentée par la Commission en juillet de l'année dernière.	Juillet 2016	Octobre 2017	Novembre 2017	

Commission européenne	Parlement européen	Conseil de l'Union européenne
Proposition présentée	Mandat de négociation approuvé ou acte	Mandat de négociation approuvé ou acte
Proposition à présenter	Mandat de négociation à approuver	Mandat de négociation à approuver

 Commission européenne	 Parlement européen	 Conseil de l'Union européenne	Adopté par le Parlement européen et le Conseil
--	---	--	--

Proposition	Description	État d'avancement		
Plan d'investissement extérieur / Fonds européen pour le développement durable	Les colégislateurs ont pu trouver rapidement un accord préalable en juin pour cette proposition, moins d'un an après sa présentation par la Commission en septembre 2016. Elle vise à utiliser des fonds de l'UE pour mobiliser l'investissement privé à l'appui du développement en Afrique et dans d'autres régions du voisinage de l'UE.	Septembre 2016		✓
Système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages	Cette proposition instaurera un système automatisé de filtrage préalable au départ en matière de sécurité et d'immigration irrégulière visant les ressortissants de pays tiers exemptés de l'obligation de visa. Elle assurera aux États membres une meilleure information sur les ressortissants de pays tiers voyageant vers l'Europe.	Novembre 2016	Octobre 2017	Juin 2017
Établissement, fonctionnement et utilisation du système d'information Schengen aux fins:	La Commission a présenté, en décembre 2016, des propositions en vue de revoir le système d'information Schengen, notamment dans le but d'améliorer la gestion des frontières et des migrations.	Décembre 2016	Novembre 2017	Novembre 2017
• de la coopération policière et judiciaire en matière pénale		Décembre 2016		
• des contrôles frontaliers		Décembre 2016		
• du retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier		Décembre 2016		
Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice (eu-LISA)	Cette proposition revisite le règlement portant création de l'agence eu-LISA et renforce le mandat de l'agence afin qu'elle puisse relever au niveau de l'UE les défis actuels dans le domaine de la liberté, de la sécurité et de la justice. En particulier, l'Agence sera chargée du développement et de la mise en œuvre des solutions techniques destinées à assurer l'interopérabilité des systèmes d'information de l'UE.	Juin 2017		
Révision des règles de réintroduction temporaire du contrôle aux frontières intérieures	Cette proposition — qui vise à rendre les règles relatives à la réintroduction temporaire des contrôles aux frontières mieux adaptées aux défis actuels et futurs — a été présentée par la Commission en septembre 2017.	Septembre 2017		

Commission européenne	Parlement européen	Conseil de l'Union européenne
Proposition présentée	Mandat de négociation approuvé ou acte	Mandat de négociation approuvé ou acte
Proposition à présenter	Mandat de négociation à approuver	Mandat de négociation à approuver

Annexe 2 - Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique

Engagements et contributions au fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique

Les ressources actuellement allouées au fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique s'élèvent à 3 300 000 000 euros, soit plus de 2 900 000 000 euros provenant du Fonds européen de développement (FED) et d'instruments de financement de l'UE et 375 000 000 euros fournis par des États membres de l'UE et d'autres bailleurs de fonds (Suisse et Norvège), dont 315 100 000 euros versés à ce jour. Les États membres devraient contribuer davantage à respecter leurs engagements datant de novembre 2015.

Engagements et contributions au fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique

(en millions d'euros, à la date du 4 décembre 2017)

État membre/État associé	Montant engagé	Montant reçu
Autriche	6	6
Belgique	10	6
Bulgarie	0,55	0,05
Croatie	0,2	0,2
Chypre	x	x
République tchèque	1,67	1,67
Danemark	10	6
Estonie	1,45	1,45
Finlande	5	5
France	9	3
Allemagne	154	136
Grèce	x	x
Hongrie	0,7	0,7
Irlande	6	1,2
Italie	102	102
Lettonie	0,3	0,3
Lituanie	0,2	0,05
Luxembourg	3,1	3,1
Malte	0,25	0,1
Pays-Bas	26,36	13,36
Pologne	8,13	8,13
Portugal	0,45	0,45
Roumanie	0,1	0,1
Slovaquie	1,6	0,6
Slovénie	0,05	0,05
Espagne	9	3
Suède	3	3
Royaume-Uni	3	1,2
Norvège	8,78	8,78
Suisse	4,1	3,6
Contribution totale	375	315,1
Contribution du budget de l'UE^[1]	2 928,4	

^[1] Y compris d'autres instruments financiers de l'UE tels que le Fonds européen de développement.

À la date du 4 décembre 2017, **120 programmes** devant être mis en œuvre dans les trois régions ont été approuvés par le comité de gestion du fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique, pour un montant total de **1 960 400 000 euros**. À ce jour, **194 contrats** au total ont été signés avec des responsables de la mise en œuvre (86 au Sahel/Lac Tchad, 69 dans la Corne de l'Afrique, 16 dans la région d'Afrique du Nord et 23 pour des projets croisant différents volets), pour un montant total de **1 352 200 000 euros**. Au total, **490 600 000 euros** ont été versés.

Volet	Montant approuvé	Montant contracté	Montant versé
Corne de l'Afrique	665,0	430,3	146,6
Afrique du Nord	293,6*	132,3	60,4
Sahel & Lac Tchad	988,8*	787,0	282,9
Projets croisant des volets	13*	2,6	0,7
Total général	1960,4*	1352,2	490,6

Chiffres arrondis

Volet «Afrique du Nord» du fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique

Le financement du volet «Afrique du Nord» du fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique est particulièrement insuffisant, alors que ce volet est l'un des plus importants pour ce qui est de la réduction des flux le long de la route de la Méditerranée centrale. Dans le cadre de ce volet ont été approuvés, à ce jour, des programmes à hauteur de 294 000 000 euros, dont 132 000 000 euros ont été engagés. Ce financement doit être revu à la hausse afin de combler le déficit de financement constaté, soit 340 000 000 euros, dont 110 000 000 euros consacrés à des besoins immédiats.

À la suite de l'appel lancé en juillet par la Commission en faveur d'un accroissement des contributions pour l'Afrique du Nord, les membres du Conseil européen d'octobre ont invité les États membres à garantir un financement suffisant et ciblé. À la date du 4 décembre, les contributions annoncées en faveur de ce volet s'élevaient à plus de 140 000 000 euros:

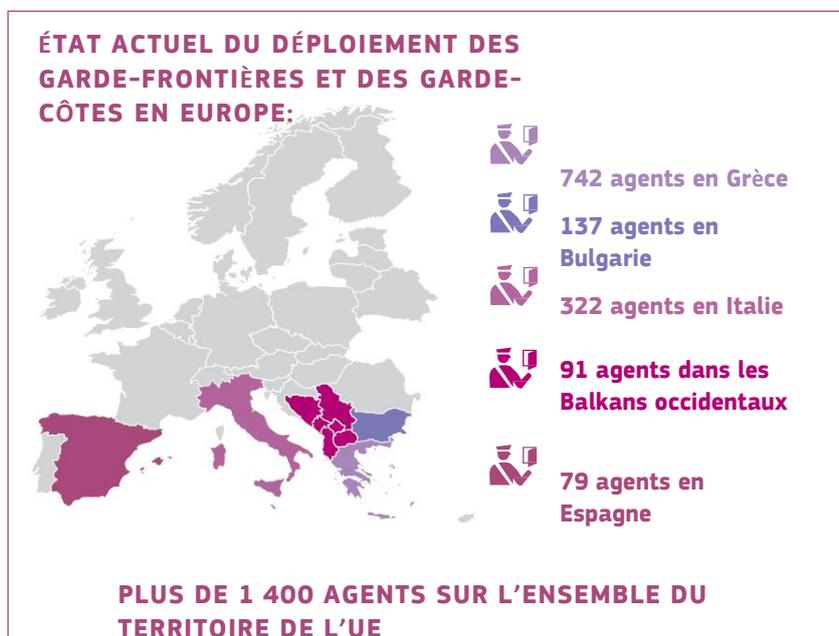
PAYS	DATE DE LA SIGNATURE DE L'OFFRE OFFICIELLE OU DU CERTIFICAT DE CONTRIBUTION	MONTANT
Autriche	13.10.2017	3 000 000
Bulgarie	29.11.2017	100 000
Croatie	27.10.2017	100 000
République tchèque	5.10.2017	989 008
Danemark	28.11.2017	4 031 100
Estonie	6.7.2017	1 000 000
Allemagne	10.11.2017	3 000 000
	29.11.2017	100 000 000
Italie	20.7.2017	10 000 000
Lettonie	26.10.2017	250 000
Lituanie	1.12.2017	150 000
Pays-Bas	22.11.2017	10 000 000
Norvège	16.11.2017	2 074 258
Pologne	8.11.2017	7 080 746
Slovaquie	24.11.2017	1 000 000

TOTAL		142 775 112
-------	--	-------------

Remarque: la **France** et l'**Espagne** ont toutes deux promis une contribution supplémentaire au fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique d'un montant de 6 000 000 euros, l'Irlande promettant quant à elle une contribution de 3 000 000 euros sans indiquer de répartition par volet.

Annexe 3 - Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes

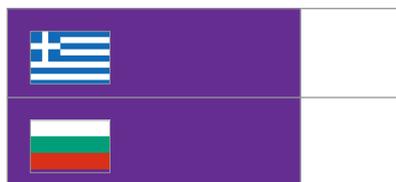
L'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, dont la création a été approuvée en un temps record à la suite d'une proposition de la Commission, a été constituée en octobre 2016 afin de permettre à l'Europe de mieux protéger ses frontières extérieures communes et d'être à même de faire face à tout nouveau problème en matière de migration et de sécurité.



D'importantes lacunes empêchent le déploiement de l'Agence

Ces dernières années, d'importantes mesures ont été prises pour rendre la nouvelle agence opérationnelle, y compris par la création de réserves de réaction rapide pour les garde-frontières et les équipements. Malgré des demandes répétées aux États membres pour qu'ils honorent leurs engagements, ces réserves continuent à présenter des lacunes substantielles, notamment en ce qui concerne les équipements techniques. Les opérations conjointes en cours, par exemple en Grèce, en Italie et en Bulgarie, rencontrent des difficultés similaires, caractérisées par une pénurie chronique d'agents déployés mis à disposition par les États membres.

LACUNES ESTIMÉES DANS LES DÉPLOIEMENTS EN JANVIER 2018



RÉSERVE DE RÉACTION RAPIDE

La réserve de réaction rapide de 1 500 agents est actuellement confrontée à une pénurie de 206 nominations de garde-frontières.

ÉTATS MEMBRES	CONTRIBUTION EXIGÉE	NOMBRE D'AGENTS ENCORE MANQUANTS	ÉTATS MEMBRES	CONTRIBUTION EXIGÉE	NOMBRE D'AGENTS ENCORE MANQUANTS
AUTRICHE	34	✓	LETONIE	30	✓
BELGIQUE	30	✓	LITUANIE	39	✓
BULGARIE	40	✓	LUXEMBOURG	8	✗ ¹
CROATIE	65	✓	MALTE	6	✓
CHYPRE	8	✗ ⁸	PAYS-BAS	50	✓
RÉPUBLIQUE	20	✓	NORVÈGE	20	✗ ⁸
DANEMARK	29	✓	POLOGNE	100	✓
ESTONIE	18	✓	PORTUGAL	47	✗ ⁴²
FINLANDE	30	✓	ROUMANIE	75	✓
FRANCE	170	✓	SLOVAQUIE	35	✗ ³¹
ALLEMAGNE	225	✓	SLOVÉNIE	35	✗ ³
GRÈCE	50	✓	ESPAGNE	111	✗ ¹¹¹
HONGRIE	65	✓	SUÈDE	17	✓
ISLANDE*	2	✗ ²	SUISSE	16	✓
ITALIE	125	✓	TOTAL:	1 500	206

PARC D'ÉQUIPEMENTS DE RÉACTION RAPIDE

Seuls **14 États membres** contribuent actuellement en équipements techniques au parc d'équipements de réaction rapide, dont les lacunes sont encore importantes.

TYPE D'ÉQUIPEMENT	ENCORE MANQUANT (ÉQUIPEMENT - MOIS)
	53
	33
	78

**14 ÉTATS MEMBRES
CONTRIBUENT
ACTUELLEMENT:**



Annexe 4 - Relocalisation et réinstallation

Relocalisation

Deux ans après son lancement, le programme de relocalisation de l'UE s'avère être une réussite: il aide les réfugiés à démarrer une nouvelle vie et garantit un partage plus équitable de la responsabilité entre les États membres.

PERSONNES RELOCALISÉES DEPUIS
L'ITALIE



10 842

PERSONNES RELOCALISÉES DEPUIS LA
GRÈCE

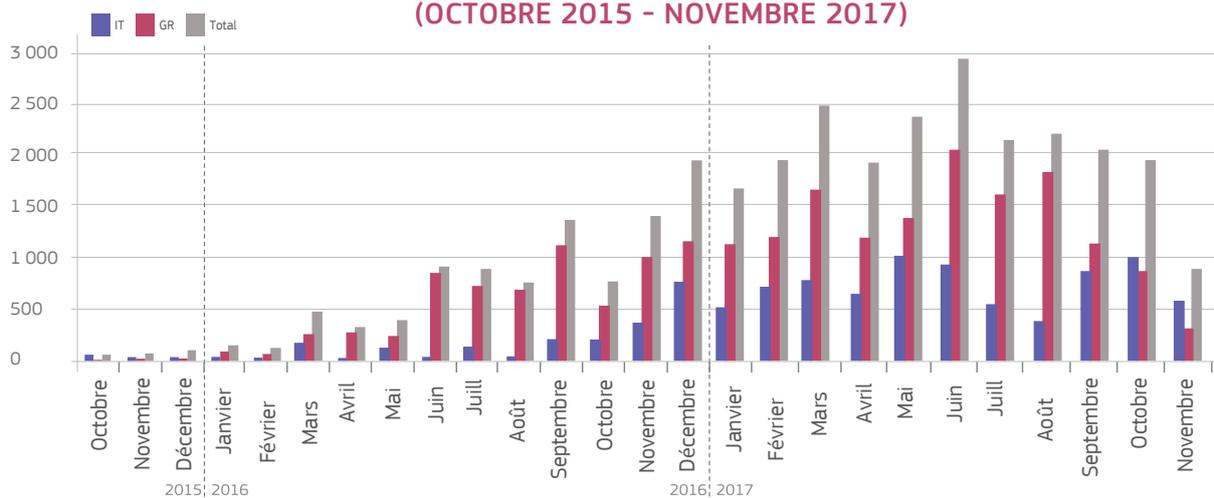


21 524

TOTAL:

32 366

RELOCALISATIONS DEPUIS L'ITALIE ET LA GRÈCE (OCTOBRE 2015 - NOVEMBRE 2017)



Environ 500 personnes admissibles à une relocalisation se trouvent toujours en Grèce, pour 2 350 en Italie. Aussi les États membres devraient-ils transférer les candidats restants dans les plus brefs délais. La Commission est disposée à accorder un soutien financier aux États membres qui poursuivent leurs efforts en la matière.

Réinstallation

Depuis 2015, deux programmes de réinstallation européens ayant abouti ont aidé plus de 26 000 réfugiés environ, parmi les plus vulnérables, à trouver refuge dans un État membre de l'UE, dont 18 563 dans le cadre des conclusions du Conseil du 20 juillet 2015. Ces programmes arrivant à terme, la Commission a lancé en septembre un nouveau programme de réinstallation pour au moins 50 000 personnes particulièrement vulnérables et ayant besoin d'une protection internationale, en vue de leur admission dans les États membres de l'UE d'ici à octobre 2019. 500 000 000 euros ont été affectés aux efforts de réinstallation que les États membres consentiront au cours des deux prochaines années - 10 000 euros pour chaque personne **réinstallée**, prélevés sur le budget de l'UE.

RÉINSTALLATION DANS LE CADRE DU PROGRAMME ACTUEL DE L'UE



Total de **22 500 places** offertes

En juillet 2016, la Commission a proposé un cadre de réinstallation permanent de l'UE pour coordonner les efforts européens à long terme et établir une procédure unifiée et des critères communs. Une fois adopté, ce cadre de réinstallation remplacera les programmes ad hoc de réinstallation et d'admission humanitaire existants.

OFFRES DE PLACES REÇUES À CE JOUR AU TITRE DU NOUVEAU PROGRAMME DE RÉINSTALLATION



Total de **50 000 places** offertes

État membre	Offres de places faites à ce jour	État membre	Offres de places faites à ce jour
Autriche 	0	Lettonie 	0
Belgique 	2 000	Lituanie 	50
Bulgarie 	110	Luxembourg 	200
Croatie 	200	Malte 	20
Chypre 	69	Pays-Bas 	3 000
République tchèque 	0	Pologne 	0
Danemark 	0	Portugal 	1 010
Estonie 	80	Roumanie 	109
Finlande 	1 670	Slovaquie 	0
France 	10 200	Slovénie 	40
Allemagne 	0	Espagne 	2 250
Grèce 	0	Suède 	8 750
Hongrie 	0	Royaume-Uni 	7 800
Irlande 	1 200	TOTAL	39 758
Italie 	1 000		

Annexe 5 - Feuille de route en vue d'un accord sur le paquet «Migration» complet d'ici à juin 2018

FEUILLE DE ROUTE EN VUE D'UN ACCORD SUR LE PAQUET «MIGRATION» COMPLET D'ICI À JUIN 2018

En 2018

D'ICI À FÉVRIER

- ✓ Les États membres offrent au moins 50 000 places en vue de la réinstallation au départ de la Libye de personnes ayant besoin d'une protection au moyen, notamment, du mécanisme de transit d'urgence du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.
- ✓ Soutien d'au moins 15 000 retours volontaires assistés avec l'appui de l'Organisation internationale pour les migrations et d'au moins 1 000 réinstallations au départ de la Libye avec l'appui du mécanisme de transit d'urgence du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

D'ICI À MARS

- ✓ Adoption des propositions relatives à l'Agence de l'UE pour l'asile et à l'Eurodac
- ✓ Conclusion d'un accord politique entre le Parlement européen et le Conseil sur le règlement relatif aux conditions que doivent remplir les demandeurs d'asile
- ✓ Contribution des États membres à l'ensemble des ressources et du personnel nécessaires en vue de la constitution de réserves de réaction rapide pour les garde-frontières et garde-côtes européens, pleinement prêts à être déployés
- ✓ Tous les États membres contribuent à combler le déficit de financement de 340 000 000 euros pour la fenêtre «Afrique du Nord» du fonds fiduciaire de l'UE
- ✓ Mise en place, par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, d'une capacité en matière de retours

D'ICI À AVRIL

- ✓ Définition des grandes lignes d'un accord sur le juste équilibre entre responsabilité et solidarité

D'ICI À MAI

- ✓ Conclusion d'un accord politique entre le Parlement européen et le Conseil sur la **directive sur les conditions d'accueil** et le **cadre de l'Union pour la réinstallation**
- ✓ Conclusion d'un mandat de négociation sur le **règlement sur les procédures d'asile** au sein du Parlement européen et du Conseil
- ✓ Conclusion d'un accord sur le **juste équilibre entre responsabilité et solidarité** lors de la réunion des dirigeants de l'UE qui se tiendra à Sofia, accord qui se traduira rapidement par un mandat de négociation pour le Conseil concernant le **règlement de Dublin**;
- ✓ Adoption de la première série de projets menés au titre du **Fonds européen pour le développement durable**
- ✓ Lancement des premiers **projets pilotes de coordination des offres de migration économique légale** pour les principaux pays partenaires
- ✓ Accroissement du **nombre de migrants renvoyés** dans le cadre d'opérations organisées en coopération avec l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes d'au moins 20 % par rapport à la même période en 2017
- ✓ Entente sur des **accords de réadmission ou des modalités opérationnelles** avec trois autres pays partenaires

D'ICI À JUIN

- ✓ Conclusion d'un accord politique lors du Conseil européen de juin sur la **réforme générale du régime d'asile européen commun**
- ✓ Conclusion d'un accord politique entre le Parlement européen et le Conseil sur la **directive «carte bleue»**
- ✓ Nouvel accroissement du **nombre de migrants renvoyés** dans le cadre d'opérations organisées en coopération avec l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes d'au moins 50 % par rapport à la même période en 2017

D'ICI À OCTOBRE

- ✓ **Mise à exécution d'au moins 50 %** des offres de places en faveur d'au moins 50 000 personnes ayant besoin d'une protection.

En 2019

D'ICI À MAI

- ✓ **Mise à exécution des 50 % restants** des offres de places en faveur d'au moins 50 000 personnes ayant besoin d'une protection.

Source: Commission européenne